



5e Forum international Afrique développement : Le Président du Faso préside la cérémonie d'ouverture

Page 6

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°332 du samedi 18 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 16.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Journée des communautés : facteur de cohésion sociale

Page 4



Projet de réhabilitation du Lac Bam : Contribuer à la croissance soutenue du secteur rural pour booster l'économie locale

Page 10



CASEM 2017 du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (MESRSI) : Adoption du programme d'activités 2017

Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain.



CASEM 2017 du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (MESRSI) : Adoption du programme d'activités 2017

Région du Centre



Les membres du présidium.

Ce jeudi 16 mars 2017, se tient à Ouagadougou le premier Conseil d'administration du secteur ministériel de l'année 2017 du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (MESRSI). Ce premier CASEM se tient sous le thème « Opérationnalisation du PNDES : une opportunité pour relever les défis majeurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation ». Il a pour objectif d'examiner et d'adopter le programme d'activités 2017 du MESRSI.

Au cours de ce premier Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM), les participants vont échanger durant deux jours sur la mise en œuvre du PNDES et son opportunité pour relever les défis du secteur de l'enseignement au Burkina Faso. Ces défis sont entre autres la normalisation des années universitaires, le démarrage effectif de la construction des infrastructures prévues en 2017, l'achèvement et l'équipement des infrastructures de recherche et la sécurisation des stations de recherche. Il sera aussi question de faire le bilan des activités de 2016 et examiner les problématiques qui minent l'enseignement

supérieur au Faso. Les participants à ce premier CASEM de 2017 auront également à réfléchir sur les problèmes qui perdurent dans le domaine de l'enseignement au Burkina. S'il est vrai que le bilan des activités de 2016 sont jugés satisfaisants, beaucoup d'efforts et de déterminations doivent être faits cette année afin de rehausser le niveau de l'éducation, a affirmé le premier responsable de ce département, Alkassoum Maïga. Il a par ailleurs invité les participants à des échanges francs afin de relever ces défis pour offrir un cadre idéal pour un enseignement de qualité au Burkina Faso.

L'enjeu majeur de ce CASEM

La suite à la page 3.



POLITIQUE

La suite de la page 2.

est d'arriver à trouver des solutions aux problèmes qui empêchent l'enseignement supérieur d'évoluer, aussi les leviers sur lesquels la recherche et l'enseignement supérieur vont pouvoir agir pour apporter leur contribution au développement de ce pays, a-t-il ajouté.

Sur la problématique de la normalisation du système universitaire, Alkassoum Maïga dit mener un combat pour y arriver. « C'est une guerre que nous devons mener. Pas une guerre entre les acteurs mais une guerre contre des tares qui nous empêche d'avancer, qui nous empêche d'être dans un dispositif normal qui puisse permettre aux



Le ministre Alkassoum Maïga.



Les participants.

universités de démarrer de façon conventionnelle leurs activités ».

Un tour dans les universités est prévu dans les jours à venir pour convier les Présidents d'universités et les parents d'étudiants à une

rencontre très importante pour un diagnostic des difficultés rencontrées dans les universités et pour une identification des solutions.

Il est attendu à la fin de ce CASEM, l'adoption du programme

d'activités 2017 du MESRSI et de ce fait chaque participant doit y mettre du sien.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Journée des communautés : facteur de cohésion sociale

Région du Nord



Coupe de rubans par les parrains Joël en tenue traditionnelle, le président de L'ASER, le représentant du co-parrain.



Visite d'exposition.

Sous les parrainages de Joël N. Ouédraogo président de la fédération nationale des groupements naam(FNGN) et de Ouédraogo P. Ibrahim, président des fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA), l'association source et ressource a organisé la deuxième journée des communautés de Ouahigouya.

Cette manifestation culturelle a eu lieu le samedi 4 Mars 2017 dans le centre diocésain de communication. Pour cette édition, la communauté Dagara

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4



Les parrains et le président de l'association source et ressource.

était l'invitée d'honneur. Elle était présente à travers leurs tenues vestimentaires et de divers mets de leur terroir. Selon le président du comité d'organisation Ouédraogo Wendégouidi Fidèle, ces journées renforcent le brassage des peuples et l'harmonie dans le "vivre ensemble".

Une idée appuyée par les parrains qui ont souhaité que de telles activités soient

perpétuelles et en associant les communautés étrangères.

Dans une ambiance festive, les participants ont pu déguster plusieurs plats des différentes communautés participantes comme le "zanm-nè, le faro, le ganwré, baabènda, de la viande de plusieurs sortes, les boissons locales et industrielles. Il y avait aussi un mini marché pour une exposition vente. Débuté à 9h, la

cérémonie a duré toute la journée.

Un rendez-vous a été donné à tous pour l'édition prochaine qui promet d'intégrer d'autres communautés et de parfaire certains aspects de l'évènement.

Omar Clément Ouédraogo /SCI

**publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info**



5e Forum international Afrique développement : Le Président du Faso préside la cérémonie d'ouverture

Région du Centre



Le Président du Faso, Monsieur Roch Marc Christian KABORE a présidé la cérémonie officielle d'ouverture du 5e Forum international Afrique développement.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a présidé le jeudi 16 mars 2017 à Casablanca au Maroc, la cérémonie officielle d'ouverture du 5e Forum international Afrique développement.

A cette occasion, le chef de l'Etat burkinabè a prononcé un discours devant les décideurs politiques et du monde de la finance venus très nombreux pour prendre part à cet événement. Dans son intervention, le Président

Roch Marc Christian KABORE a remercié les promoteurs du forum pour avoir choisi le Burkina Faso comme pays invité d'honneur de cette « véritable plateforme de dialogue et de création de valeur intra-africaine ». Il a rappelé le caractère particulier de la tenue de cette édition de 2017. En effet, cet événement se tient à un « moment marqué par le retour à la maison, la maison Afrique, du Royaume du Maroc, sous le leadership de son Altesse, le Roi Mohammed VI », a-t-il expliqué

S'exprimant sur sa vision socioéconomique de l'Afrique, le chef de l'Etat a fait savoir que la pauvreté reste un grand défi à relever, d'autant plus qu'elle touche majoritairement les jeunes de 15 à 24 ans, soit 72% des populations. « S'il est vrai en effet qu'il y a un recul de la pauvreté, il n'en demeure pas moins que les inégalités continuent de se creuser entre riches et pauvres dans de nombreux pays africains », a déclaré le Président du Faso. Face à cette situation, le Président Roch Marc Christian KABORE a estimé que les Etats africains

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

doivent définir « ensemble la voie la meilleure pour notre développement, et pour assurer cette émergence de nos pays que nous appelons tant de nos vœux ». Concernant les politiques économiques définies par les pays du continent, le Président du Faso a préconisé qu'elles doivent avoir pour objectif final, la « satisfaction des besoins fondamentaux des populations, avec pour cible principale les pauvres et les plus vulnérables ». Aux décideurs politiques, chefs d'entreprises, partenaires au développement, leaders d'opinion, « nous devons faire des choix stratégiques judicieux, courageux, destinés à garantir l'épanouissement économique et le bien-être de tous, pour une paix véritable et durable en Afrique et dans le monde », a préconisé le Président du Faso.

Il a salué la présence du secteur privé et souligné son importance dans la vie économique des Nations. « Au Burkina Faso, nous avons décidé de mettre le secteur privé au cœur de l'action économique. Le Plan national de développement économique et social accorde une place de choix au secteur privé, notre conviction étant faite que celui-ci saura jouer sa partition, soit à travers des investissements directs, soit par le mécanisme du partenariat public-privé», a-t-il souligné. Après avoir souhaité plein succès à ce rendez-vous économique, plusieurs intervenants se sont succédé à la tribune. Ils ont tous reconnu que la présence du Président Roch Marc Christian KABORE « honore les participants du Forum ». Tous ont salué



Le Président du Faso et les décideurs politiques et du monde de la finance.



Le Président du Faso échangeant avec les décideurs politiques et du monde de la finance venus très nombreux pour prendre part à cet événement.

son engagement au service d'une Afrique qui avance, son leadership et son « volontarisme politique sans précédent ».

**La Direction de la
Communication de la
Présidence du Faso**



Conférence de presse au ministère de la santé

Région du Centre



Les participants.

Des engagements ont été pris sur l'ensemble des revendications. Le ministre de la santé et le syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale ont rencontré ce mardi, la presse pour faire le point des accords qui ont été signés la veille à Ouagadougou. Pour le secrétaire général du SYNTSHA, « sur l'ensemble des points de revendications, il y a des engagements qui ont été pris ».

Le mardi 13 mars 2017, un accord a été signé entre le gouvernement et le syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale. Cette signature de convention a abouti

à la levée du mot d'ordre de grève prévu du 14 au 17 mars 2017. En rencontrant les hommes de media, les différentes parties tenaient à féliciter les uns et les autres pour avoir trouvé un terrain d'attente. La signature de convention qui est intervenant hier dénote de la maturité d'esprit du syndicat si l'on en croit le ministre de la santé, Pr Nicolas Méda. « La doctrine du gouvernement est d'amplifier le dialogue social » a ajouté le ministre de la santé. Cela nous a permis d'éviter la grève et montre aussi que le gouvernement est résolument engagé à améliorer les conditions de vie et de travail du Burkina en général, et celles de la santé en particulier. Pour le

secrétaire général du SYNTSHA, Pissyamba Ouédraogo, « les discussions ont tenu sur trois jours et ont concerné tous les points de la plateforme revendicative de notre organisation ». Ce qui a abouti à la levée du mot d'ordre de grève de 72 heures de l'avis du Secrétaire Général. « Très rapidement, nous allons nous réasseoir pour proposer le calendrier de mise en œuvre de ses recommandations et le comité de suivi entre le gouvernement et les partenaires sociaux en particulier le SYNTSHA » a rassuré Nicolas Méda, ministre de la santé.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le ministre Dandjinou visite les locaux du ministère de la Communication dans le bâtiment administratif de la région du centre

Région du Centre

Une bonne partie du ministère en charge de la Communication, tout comme 8 autres départements ministériels, emménagera bientôt dans le bâtiment administratif de la région du Centre, non loin de l'aéroport de Ouagadougou.

Pour avoir une idée des locaux affectés à son département, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, a visité le bâtiment, ce mardi 14 mars 2017. Accompagné de guides, il a fait le tour des différents bureaux. Assurance a été donnée au ministre Dandjinou que très prochainement, les locaux seront disponibles.



Le bâtiment administratif.

DCPM/MCRP



Le ministre Dandjinou visite les locaux du ministère de la Communication dans le bâtiment administratif de la région du centre.



Projet de réhabilitation du Lac Bam : Contribuer à la croissance soutenue du secteur rural pour booster l'économie locale

Région du Centre



Le Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE, a procédé le 03 mars dernier au lancement du projet de restauration, de protection et de valorisation du lac Bam. D'un coût estimé à plus de 12 milliards de FCFA, financé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le projet de réhabilitation de ce lac devrait permettre de sauver cette grande étendue d'eau qui fait aujourd'hui face à d'énormes difficultés. Ces difficultés ont pour noms la pollution, l'ensablement et la disparition progressive des strates ligneuses herbacées, dues entre autres à la croissance rapide de la population, à la variabilité extrême du climat et des précipitations, à la déforestation et au surpâturage,

ainsi qu'à l'érosion des sols et à l'augmentation de l'irrigation. Toutes choses qui ont conduit à l'envasement du lac dont la capacité de stockage était passée de 41,3 millions de à 36,5 millions de mètres cubes.

Les initiatives diverses entreprises pour sauver le Lac Bam

Pour faire face à la situation désolante du lac, des initiatives locales ont vu le jour, portées par de nombreuses associations qui ont mené diverses activités en vue de stopper la dégradation et l'envasement du lac. C'est le cas par exemple de l'Association des jeunes pour la protection de l'environnement et de

l'élevage (AJPEE), de l'Association pour la protection du lac Bam (APLB), du Projet écologique et reboisement (PER), des Commissions environnementales des communes urbaines de Kongoussi et de Zimtenga.

A côté de ces initiatives locales, l'Etat a également mené d'autres actions. Ainsi il a commandité des études générales de l'environnement du lac Bam en 2005 et assuré le suivi périodique du lac par le relevé des volumes journaliers d'eau, des volumes maximum et minimum annuel d'eau, et procédé à des analyses chimiques et bactériologiques de la qualité de l'eau.

Toujours soucieux du bien-être des populations de la province du Bam, le gouvernement a

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

élaboré un schéma général d'aménagement de l'espace naturel du lac Bam en 2007. Ledit schéma d'aménagement a conduit à la mise en place du projet de restauration, de protection et de valorisation du lac dont le lancement a eu lieu le 03 mars 2017.

La restauration comporte des actions de curage et de rehaussement de la digue pour restaurer les capacités de son réservoir, tandis que la protection consiste principalement à identifier, à matérialiser et à protéger la bande de servitude du lac en prenant en compte les aspects d'assainissement pour que le lac ou ses berges ne servent plus aux dépôts d'ordures de toutes sortes.

Quant à la valorisation, elle concerne l'ensemble des activités de productions autour du lac (agriculture, élevage et tourisme, etc.). D'autres actions inscrites dans ledit schéma d'aménagement permettront le déploiement de paquets technologiques de lutte antiérosive (diguettes, digues, demi-lunes, cordons pierreux).

Le projet de restauration, de protection et de valorisation du Lac Bam vise surtout à répondre aux besoins des populations de la zone du Centre-nord en infrastructures hydrauliques à même de contribuer à une croissance soutenue du secteur rural, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire.

Il permettra d'entreprendre de nombreuses réalisations avec pour objectif d'augmenter la capacité du

lac d'environ 7,2 millions de mètres cubes ainsi que sa valorisation à travers une production plus accrue en riz paddy, en maïs, en cultures maraichères et en production de poissons.

En effet, le Lac Bam possède une grande potentialité hydro-agricole avec environ 2 000 ha dont environ 1 089 sont actuellement exploités par 10 groupements pour un chiffre d'affaires annuel de plus de 1 milliard de FCFA. L'exploitation halieutique offre près de 56 tonnes de poissons avec un chiffre d'affaires de plus de 900 millions de FCFA par an.

Les étapes de la mise en œuvre du projet

Le projet de restauration, de protection et de valorisation du Lac Bam sera réalisé en deux phases.

La phase I, financée essentiellement par la BOAD à hauteur de 10 milliards de FCFA, va consister au rehaussement du seuil (déversoir) du lac, à la réhabilitation d'une piste de liaison sur 1,5 km, à la construction de périmètres semi-californiens en amont d'une superficie de 282 ha et en aval d'une superficie de 242 ha, et à la mise en place de mesures d'accompagnement des populations à travers la formation, la construction de magasins, d'infrastructures d'assainissement, etc.

La phase II consistera essentiellement à la réhabilitation des anciens périmètres et aux études plus approfondies qui seront entreprises pour le curage du lac.

D'ores et déjà des actions ont été entreprises depuis janvier 2017 dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Il s'agit notamment de la finalisation du processus de passation des marchés pour le choix des entreprises devant exécuter les travaux, de la finalisation du processus de passation du contrat de la mission de contrôle et de surveillance des travaux en cours, de la mise en place de l'équipe de gestion du projet en cours et de la demande de déblocage des fonds en cours pour la mise en œuvre du plan de gestion environnemental et social (PGES).

Un calendrier général de la mise en œuvre diligente du projet est élaboré. Ainsi les populations affectées seront indemnisées au cours du premier semestre de l'année 2017, les travaux s'exécuteront jusqu'en 2019, l'accompagnement et l'encadrement des exploitants se poursuivront jusqu'en 2022.

Ce projet de restauration, de protection et de valorisation du Lac Bam suscite beaucoup d'espoirs. Il va redonner au lac son lustre d'antan à travers entre autres l'augmentation de la capacité du réservoir, la production maraîchère et le développement halieutique. Toute chose qui va permettre de booster l'économie locale.

Ministère de l'Eau et de l'assainissement



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Installation officielle de la cellule de coordination pour l'apurement du passif sur le foncier urbain

Région du centre

Le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat a procédé ce mardi 14 mars 2017 à l'installation de la cellule de coordination chargée de l'apurement du passif sur le foncier urbain.

Le président de la cellule de coordination est le chargé de mission Daniel KERE. Composée de 8 membres, la cellule est chargée de la mise en place de la sous-commission régionale, communale et d'arrondissement.

Elle est chargée de faire des propositions pour un meilleur règlement des dysfonctionnements constatés dans l'enquête parlementaire sur le foncier. Les membres définiront et élaboreront les textes qui encadreront désormais les lotissements au Burkina Faso.



Les membres de la cellule de coordination.



Le ministre de l'urbanisme et de l'habitat.

Le ministre de l'urbanisme et de l'habitat, pour sa part, assure la cellule de coordination que la commission interministérielle accompagnera les cellules pour la réussite de leurs travaux.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le compte rendu du conseil des ministres du mercredi 15/03/2017

Région du centre



Le traditionnel Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 15 mars 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 12 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Le Conseil a adopté deux (02) rapports. Le premier est relatif au Plan

d'actions pour la mise en œuvre du Pacte national pour le renouveau de la Justice. Ce Pacte vise la mise en place d'une Justice crédible, accessible et performante, fondée sur les principes d'indépendance, d'intégrité et de respect des droits humains. L'adoption de ce rapport permet de doter le ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion civique, d'une feuille de route pour la réalisation des activités, en application de l'article 114 dudit Pacte. Le second rapport est relatif à un décret portant nomination des membres de la Commission nationale OHADA. L'adoption de ce décret vise à assurer le fonctionnement effectif de la Commission nationale de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (CONAHDA) conformément au décret N° 2016-569/PRES/MJDHPC/MINEFID/MCIA du 28 juin 2016 portant création, organisation et fonctionnement de la commission nationale OHADA.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a examiné un projet de loi portant création de l'Ordre national des conseils fiscaux et réglementation de la profession de conseil fiscal au Burkina Faso (ONCF-BF).

La création de l'ONCF-BF vise à mieux organiser l'activité de Conseil fiscal dans notre pays. Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES

Le Conseil a adopté un décret portant organisation du ministère des infrastructures. L'adoption de ce décret permet au ministère des infrastructures de réorganiser ses services en vue de remplir efficacement ses missions.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Le Conseil a adopté un rapport relatif à l'appel d'offres ouvert international pour les travaux de construction de vingt (20) immeubles R+3 et de sept cent soixante (760) logements pavillonnaires empreints de technologie indienne dans la Cité de l'Amitié Inde/Burkina sis à Bassinko et à la ZACA. Ce Projet vise à améliorer la mise en œuvre du « Programme 10 000 logements sociaux et économiques » et à promouvoir les bonnes pratiques dans le domaine de l'habitat à travers la technologie indienne. Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché à l'entreprise indienne PIONEER FABRICATORS (P)

La suite à la page 14.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13.

LTD pour deux (02) lots. Lot 1 : pour la construction de 755 logements pavillonnaires dans la Cité de l'Amitié Inde/Burkina, d'un coût de douze millions trois cent quarante-cinq mille (12 345 000) dollars US hors taxes, hors douane, soit six milliards cent soixante-douze millions cinq cent mille (6 172 500 000) F CFA hors taxes, hors douane avec un délai d'exécution de 21 mois. Lot 2 : pour la construction de 11 immeubles R+3 dont quatre (04) à la ZACA et sept (07) à Bassinko, d'un coût de huit millions huit cent mille (8 800 000) dollars US, soit quatre milliards quatre cent millions (4 400 000 000) FCFA hors taxes, hors douane avec un délai d'exécution de 24 mois. Le financement est assuré par EXIM BANK OF INDIA et le budget de l'Etat.

II. COMMUNICATION ORALE

II.1. Le ministre du Commerce a fait au Conseil une communication relative aux résultats de la 9ème session extraordinaire du Cadre de Concertation Tripartite Gouvernement-secteur privé-Société civile (CCT) sur les prix de 13 produits de grande consommation. Il ressort de cette session, une stabilité des prix des produits de grande consommation tels le riz, le maïs, le sorgho blanc, le petit mil, les huiles alimentaires de SN-CITEC, le sucre de SN-SOSUCO, la farine, le lait et les produits laitiers, le fer à béton et les tôles. Le prix du ciment a connu une baisse. Il est fixé à 100 000 Frs/Tonne pour le CPJ45 et 110 000 Frs/Tonne pour le CPA45. Le Cadre de Concertation Tripartite a décidé de la création d'une commission pour

analyser la structure du prix du pain et faire des propositions dans les meilleurs délais. En attendant les résultats des travaux de cette commission, les prix du pain restent inchangés. La campagne de contrôle des prix des produits de grande consommation sera intensifiée sur toute l'étendue du territoire national et les contrevenants seront sanctionnés conformément à la loi.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Madame Maria-Goretti Blandine DICKO/AGALOUE ADOUA, Mle 018 427 N, Professeur certifié, 1ère classe, 9ème échelon, est nommée Ambassadeur du Burkina Faso auprès du Royaume du Danemark ;
- Monsieur Souleymane KONE, Mle 37 243 R, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso près l'Etat du Koweït.

B. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

- Monsieur Hilaire SOULAMA, Mle 29 317 G, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 16ème échelon, est nommé Inspecteur général des services ;
- Monsieur Oumarou MAIGA, Mle 18 559 V, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Madame Aïsséta B. Sandrine BOLY/GOMGNIBOU, Mle 29 322 Y, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 13ème échelon, est nommée Inspectrice technique des services ;
- Monsieur Issa Joseph PARE, Mle 97 444 G, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Secrétaire permanent de la Commission nationale pour les réfugiés (CONAREF).

C. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Les personnes ci-après sont nommées membres de la Commission nationale de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (CONAHD) pour un mandat de trois (03) ans :
Représentants du Ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion civique :
- Monsieur Mazobé Jean KONDE ;
- Monsieur Safériba Issa FAYAMA ;
- Monsieur Boureïma YAMEOGO ;
- Monsieur Pinnagné Simplicie BADO.
Représentants du Ministère de l'Economie, des finances et du développement :
- Monsieur Gaoussou GANDEMA ;
- Madame Wendkouni Naomie OUEDRAOGO/SAKANDE ;
Représentants du Ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat :
- Monsieur Alidou KOBRE ;
- Madame Hiediala Sylvie MEDA/SONTIE ;
Représentants du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation :
- Monsieur Souleymane TOE ;

La suite à la page 15.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14.

- Monsieur Moussa DAO. Représentant du Ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale :
- Monsieur Alidou Pascal BANAOU. Représentant du Ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière :
- Monsieur Mahamoudou ZAMPALIGRE. Représentant du Ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques :
- Monsieur Emile BADO. Représentant du Ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur :
- Monsieur Ousmane BA. Représentant de l'Ordre des avocats :
- Monsieur Maliki DERRA. Représentant de l'Ordre des notaires :
- Madame Elibié Jocelyne SAURET / BAYALA. Représentant de la Chambre nationale des huissiers de justice :
- Monsieur Wembi Olivier ZONGO. Représentant de l'Ordre national des experts comptables et des comptables agréés :
- Monsieur Koniba SOMA. Représentant de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina :
- Madame Bintou BOLI/DJIBO. Représentant des Organisations de transporteurs :
- Monsieur Issoufou MAIGA. Représentant de la BECEAO :
- Madame Kiswendsida Judith Valérie KABORE. Représentants de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers :
- Madame Léa SAGNON ;
- Monsieur Yaya KONATE. Représentants de la

Confédération paysanne du Faso :
- Monsieur Bassiaka DAO ;
- Monsieur Boureima DIALLO. Représentant du Mouvement coopératif artisan :
- Monsieur Gérard OUEDRAOGO. Représentant des clubs OHADA :
- Monsieur Alfred BAMA.

D. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

- Monsieur Zindimanegueba BELEM, Mle 74 854 C, Ingénieur agronome, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Chargé de missions.

E. AU TITRE DU MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Monsieur Rimouaogodo Hamado OUEDRAOGO, Mle 33 740 L, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur général des espaces et des aménagements pastoraux ;
- Monsieur Seydou OUATTARA, Mle 215 303 M, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur du Centre de promotion de l'aviculture villageoise (CPAVI) ;
- Monsieur Lassina DAO, Mle 22 213 Z, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur régional des Ressources animales et halieutiques de la Boucle du Mouhoun.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION PREMIER MINISTÈRE

Le Conseil a adopté deux (02) décrets. Le premier porte nominations

des personnes ci-après Administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'administration du Service national pour le développement (SND) pour un premier mandat de trois (03) ans. Au titre du ministère des Sports et des loisirs :
- Monsieur Halidou OUEDRAOGO, Mle 28 120 T, Administrateur civil. Au titre du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation :
- Madame Diata BAILOU/TINDE, Mle 36 353 L, Inspecteur de l'enseignement secondaire. Au titre du ministère de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle :
- Monsieur Larba PILGA, Mle 211 773 C, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente. Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale :
- Madame Salamata Odette NIAMBA/CONGO, Mle 104 412 P, Conseiller des affaires étrangères. Le second décret nomme Monsieur Jean Louis DABIRE, Mle 17 146 M, Inspecteur des Eaux et forêts, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique au Conseil d'administration du Service national pour le développement (SND) pour un dernier mandat de trois (03) ans.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU
Officier de l'ordre national



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: COORDINATEUR/
TRICE DE PROGRAMMES
(Contrat Local – Ouvert
seulement aux Burkinabé)**

Description

La Fundación Educación y Cooperación (Educo) est une ONG globale de coopération pour le développement qui agit en faveur des enfants et pour la défense de leurs droits, spécialement le droit à une éducation de qualité. Nous travaillons avec les enfants et leur entourage pour une société plus juste et équitable. Nous souhaitons construire un monde où tous les enfants jouissent pleinement de leurs droits et vivent en toute dignité. Educo intervient au Burkina Faso dans la province du Yatenga depuis 2004, en menant des actions dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire, du développement économique et de la protection des Droits de l'Enfant.

Au Burkina Faso, Educo emploie 90 personnes et a touché en 2016 près de 20.000 enfants dans 86 écoles, 58 villages dans 6 communes de la Province du Yatenga.

MISSION GÉNÉRALE DU POSTE DE TRAVAIL

Le/a coordinateur/trice a pour mission principale de coordonner les programmes et projets de développement mis en œuvre par la Délégation au

Burkina afin d'assurer la qualité et pertinence de ses interventions.

FONCTIONS DU POSTE DE TRAVAIL

Sous la responsabilité directe du Directeur National (il en assure l'Intérim), le (la) coordinateur/trice des programmes, aura à assurer les tâches suivantes :

REPRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE

Assurer l'Intérim du Directeur National pendant son absence

Assister/Représenter le Directeur national dans les rencontres auprès des administrations locales, des réseaux et groupe de travail.

CONCEPTION, DÉVELOPPEMENT ET COORDINATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES INTERVENTIONS :

Participer à l'élaboration et au processus d'adoption de la stratégie globale Educo au Burkina ;

Conceptualiser, développer et coordonner la mise en œuvre des interventions sur les différentes thématiques telle que l'éducation et la protection des Droits de l'Enfant, le renforcement des moyens d'existence des communautés selon une approche basée sur les droits de l'enfant ;

Participer à l'identification et la formulation de nouveaux projets en s'alignant sur les objectifs du Plan Stratégique institutionnel

SUIVI- CAPITALISATION EVALUATION-

Assurer que les projets soient mis en œuvre en respectant les différentes étapes du cycle de projet et ses documents de formulation (cadre logique, chronogramme, budget etc...)

Proposer et mettre en place des outils qualitatifs et quantitatifs de collecte et de suivi des données du projet afin d'assurer la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi des activités.

Piloter, en étroite collaboration avec les équipes, l'évaluation des projets en cours et proposer des pistes de remédiation

Identifier les bonnes pratiques menées dans le cadre des différents secteurs d'intervention d'Educo.

Participer au suivi logistique, administratif et financier des projets.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ÉQUIPES

Assurer un bon management quotidien de l'équipe technique de la délégation (60 personnes)

Appuyer et renforcer les capacités des équipes dans l'élaboration des comptes-rendus, des rapports d'activités et des documents de projet.

Contribuer à la compréhension commune de la situation des droits de l'Enfant avec l'équipe

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

locale, les organisations partenaires potentielles et les enfants eux mêmes.

Identifier les besoins de formation de l'équipe et participer à l'élaboration et suivi du plan de formation.

Renforcer les capacités des équipes locales et des partenaires sur les droits et protection de l'Enfant et Education.

Ville

O u a h i g o u y a

E x p é r i e n c e s
/ Formation du candidat

Diplôme supérieur (Master ou équivalent) en gestion de projets de développement, sciences sociales, droit, éducation, anthropologie, psychologie, sciences politiques ou autres secteurs en relation ;

Expérience confirmée d'au moins 5 ans à un poste de gestion de projets multisectoriels, en particulier en Education, auprès de l'Enfance avec l'approche droits de l'enfant et en protection ;

Une bonne connaissance de la zone sahéenne est fortement souhaitée ;

Expérience et capacité démontrée à travailler avec des groupes multipartites impliquant les administrations locales, les institutions publiques et privées et des ONG ;

Maitrise du cycle du projet avérée ;

Maîtrise de l'informatique et aisance rédactionnelle;

Très bonne maîtrise du français (à l'oral et écrit) ;

Maîtrise du Mooré est un atout;

Langues parlées

Tres bonne maitrise du francais et Bonne Compréhension générale de l'anglais

La maitrise du Mooré est un atout.

Qualité du candidat

HABILITÉS ET APTITUDES REQUISES

– Bonne capacité de management des équipes de projet.

– Bonne capacité à travailler de façon indépendante et en équipe.

– Grande capacité d'écoute, de communication, de flexibilité et de leadership.

– Bonne capacité d'analyse, de synthèse et rédactionnelle.

– Sens de la diplomatie et de la médiation.

– Bon sens de l'organisation et de la planification.

– Bons sens de l'autonomie et de l'initiative.

– Capacités à travailler sous pression et dans un environnement international et multiculturel.

Fonctions

C o o r d i n a t i o n , Gestion de projet

Activités Droit

Pays Afrique, Burkina Faso

Contrat C D D

Durée du contrat

Contrat à durée déterminée de 6 mois assortis d'un période d'essai de 3 mois. Ce contrat pourrait être renouvelé pour une durée d'1 an, si les performances sont satisfaisantes avec possibilité de prolongation en contrat à durée indéterminée.

Documents à envoyer

Les personnes qui correspondraient aux conditions requises et qui seraient intéressées pour ce poste devront présenter leur cv actualisé aux adresses suivantes : recrutementafrique@educ.org et à adiaratou.ouedraogo@educ.org ou infos.burkina@educ.org en indiquant la référence suivante CP Burkina et **avant le 28 Mars 2017.**

PROTECTION DES ENFANTS

En tant qu'organisation qui travaille avec les enfants et les adolescents, Educo a l'obligation morale et la responsabilité juridique de favoriser une culture du bon traitement et de garantir la sécurité et la protection de tous les enfants et adolescents dont elle prend soin et qui se

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

trouvent sous sa responsabilité.

La prévention et la protection de tout type de violence physique, psychologique ou sexuelle, intentionnelle ou non intentionnelle, sont les piliers sur lesquels se base notre

organisation. Par conséquent, toute personne rattachée à notre organisation devra connaître, respecter et signer notre Code de Conduite envers les enfants et les adolescents.

Email de la personne contact

recrutementafrique@educoc.org

Date de fin de validité

28 / 03 / 2017



Avis de recrutement

Poste: Senior Policy, Plaidoyer et campagnes Gestionnaire

Description

Nous recherchons une personne dynamique et enthousiaste avec une expérience dans la politique, Plaidoyer et campagnes pour nous rejoindre comme la politique, Plaidoyer et campagnes Gestionnaire où vous diriger et conduire les activités qui influent sur l'appui des objectifs de Save the Children au Pays de Galles.

Travailler dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Notre département Royaume-Uni Programmes mondiaux offre des programmes humanitaires et de développement, établit des partenariats avec les donateurs institutionnels - y compris les gouvernements, multi-latérales et les fiduciaires - et les lecteurs changements durables. Ensemble, nous sauvons la vie des enfants, lutter pour leurs droits et les aider à réaliser leur potentiel.

Comme la politique, Plaidoyer et campagnes Manager, vous allez diriger l'élaboration et la mise en œuvre de la politique, le plaidoyer et les initiatives de la campagne et de la stratégie au Pays de Galles. Vous serez chargé de diriger une petite équipe qui va influencer les décideurs pour conduire le changement pour les enfants. L'objectif de notre travail au Pays de Galles est d'améliorer les résultats d'apprentissage des enfants dans leurs premières années, qui vivent dans la pauvreté au Pays de Galles. En outre, vous devrez:

Travailler en étroite collaboration avec la politique centrale, les équipes de plaidoyer et des campagnes et des équipes de programmes pour assurer une approche cohérente et unifiée.

Diriger l'élaboration et à la prestation des relations de l'Assemblée et du gouvernement stratégies Soutenez notre présence extérieure au Pays de Galles et de continuer à construire notre profil externe et l'influence

Travailler avec l'équipe Programmes pour recueillir les voix et les perspectives des familles, de créer une politique forte, de plaidoyer et des campagnes de travail

Pour réussir en tant que politiques, de plaidoyer et des campagnes Gestionnaire vous avez de l'expérience dans les trois disciplines PAC - en particulier le travail politique. En outre, vous aurez:

Démonstrable haut niveau de compétence à la mise en réseau et d'influencer et de la capacité de travailler à tous les niveaux d'une organisation vaste et complexe.

La connaissance et la compréhension de l'impact de la pauvreté sur les enfants et les familles

Expérience de la gestion de la ligne

Très développé des compétences d'écriture d'analyse et la capacité d'analyser des données complexes

Excellentes compétences en communication écrite et verbale à un niveau approprié pour

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

haut niveau de représentation externe et la possibilité d'adapter les communications à l'auditoire différent. Aisance galloise souhaitable.

At Save the Children nous sommes engagés à la sauvegarde et à la protection des enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour garantir que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec des enfants sont recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est soumis à une série de contrôles de vérification, y compris une divulgation des dossiers criminels.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite des enfants et réaliser un changement immédiat et durable dans leur

vie. Si vous partagez notre mission, sont passionnés par ce qui arrive et je crois fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de vos nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Date de clôture: 28th Mars 2017

Ville Cardiff

Langues parlées

anglais et français

Fonctions

Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche

Activités

Santé, Social

Pays

Europe, Royaume-Uni

Contrat

C D D

Durée du contrat

P e r m a n e n t

Salaire / Indemnité

£ 32,000 par an

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/senior-policy-advocacy-and-campaigns-manager---wales-3044/3070/> description /

Date de fin de validité

2 8 / 0 3 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: Senior Policy, Plaidoyer et campagnes Gestionnaire

Description

Nous recherchons une personne dynamique et enthousiaste avec une expérience dans la politique, Plaidoyer et campagnes pour nous rejoindre comme la politique, Plaidoyer et campagnes Gestionnaire où vous dirigerez et conduirez les activités qui influent sur l'appui des objectifs de Save the Children au Pays de Galles.

Travailler dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Notre département Royaume-Uni Programmes mondiaux offre des programmes humanitaires et de développement, établit des partenariats avec les donateurs institutionnels - y compris les gouvernements, multi-latérales et les fiduciaires - et les lecteurs changements durables. Ensemble, nous sauvons la vie des enfants,

lutter pour leurs droits et les aider à réaliser leur potentiel.

Comme la politique, Plaidoyer et campagnes Manager, vous allez diriger l'élaboration et la mise en œuvre de la politique, le plaidoyer et les initiatives de la campagne et de la stratégie au Pays de Galles. Vous serez chargé de diriger une petite équipe qui va influencer les décideurs pour conduire le changement pour les enfants. L'objectif de notre travail au Pays de Galles est d'améliorer les résultats d'apprentissage

La suite à la page 20.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19.

des enfants dans leurs premières années, qui vivent dans la pauvreté au Pays de Galles. En outre, vous devrez:

Travailler en étroite collaboration avec la politique centrale, les équipes de plaidoyer et des campagnes et des équipes de programmes pour assurer une approche cohérente et unifiée.

Diriger l'élaboration et à la prestation des relations de l'Assemblée et du gouvernement stratégies Soutenez notre présence extérieure au Pays de Galles et de continuer à construire notre profil externe et l'influence

Travailler avec l'équipe Programmes pour recueillir les voix et les perspectives des familles, de créer une politique forte, de plaidoyer et des campagnes de travail

Pour réussir en tant que politiques, de plaidoyer et des campagnes Gestionnaire vous avez de l'expérience dans les trois disciplines PAC - en particulier le travail politique. En outre, vous aurez:

Démonstrable haut niveau de compétence à la mise en réseau et d'influencer et de la capacité de travailler à tous les niveaux d'une organisation vaste et complexe.

La connaissance et la compréhension de l'impact

de la pauvreté sur les enfants et les familles

Expérience de la gestion de la ligne

Très développé des compétences d'écriture d'analyse et la capacité d'analyser des données complexes

Excellentes compétences en communication écrite et verbale à un niveau approprié pour haut niveau de représentation externe et la possibilité d'adapter les communications à l'auditoire différent

Aisance en gallois est souhaitable.

A Save the Children nous sommes engagés à la sauvegarde et à la protection des enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour garantir que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec des enfants sont recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est soumis à une série de contrôles vetting, y compris une divulgation des dossiers criminels.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite des enfants et réaliser un changement immédiat et durable dans leur vie. Si vous partagez notre mission, sont passionnés par ce qui arrive et je crois fermement que vous pouvez contribuer

alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Date de clôture: 28th Mars 2017

Ville Cardiff

Langues parlées

anglais et français

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche

Activités Santé, Social

Pays Europe, Royaume-Uni

Contrat C D D

Durée du contrat

P e r m a n e n t

Salaire / Indemnité

£ 32,000 par an

Postuler en ligne
<https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/senior-policy-advocacy-and-campaigns-manager--wales-3044/3070/description/>

Date de fin de validité
2 8 / 0 3 / 2 0 1 7

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Chef(fe) de projet RRM (mécanismes de réponse rapide) – Bouar RCA

Description

Vous devrez mettre en œuvre et suivre un programme d'évaluation et de réponse rapide (M&E, NFI et wash) dans le Nord Ouest de la RCA

plus précisément, vous êtes :

Responsable de la conduite des évaluations multisectorielles sur le terrain.

Responsable de la mise en œuvre de plusieurs interventions d'urgence (distribution NFI / intervention wash)

Responsable de la gestion du cycle du projet (budget, logistique, résultats, etc.)

Responsable de la gestion des équipes et de leur développement

Responsable du suivi évaluation de son projet

Contexte de travail:

Equipe de 9 personnes à superviser.

2 autres PM sont déjà en poste sur ce programme (1 PM RRM Wash + 1 PM Evaluation Nutrition RRM)

Projet d'urgence exigeant une réactivité et flexibilité permanente.

Contexte sécuritaire instable – nécessité d'une bonne capacité d'analyse et d'adaptation

Qualités managériales avérées

(préférence pour candidat avec expérience en équipe et en tant que manager) – un grand plus si expérience RRM (même si autre pays, autre ONG)

Conditions de vie et de travail parfois difficiles (nuitées terrain – peu d'expatriés sur la base)

Bureau et maison séparés. La maison offre 3 chambres individuelles, une salle de bain pour 3 expatriés. LA maison est alimentée en électricité par un générateur et l'eau courante y sera disponible en mars 2017, avec pour l'instant un système d'alimentation par fut. Elle offre enfin une large cuisine, un espace pour du jardinage et sera équipé avec la télévision par câble et l'accès internet WIFI début 2017. Bouar propose 2 bar/restaurants et accueille 8 autres ONGI. La situation sécuritaire reste volatile à Bouar et son environnement. Elle est pour l'instant calme et appréciée de façon régulière par le coordinateur terrain et l'équipe logistique de la base. Ainsi tout déplacement est validé par avance en suivant une analyse sécuritaire et des restrictions de mouvements peuvent être mise en place dans Sibut-même si la situation l'exige. Les déplacements en ville sont possibles à pied en journée, et en voiture la nuit. Il y a un couvre-feu à 22h.

Ville Bouar

Expériences / Formation du candidat

Correspondrez-vous au profil que nous recherchons ?

Profil M&E avec expérience significative en intervention d'urgence (évaluation, distribution et wash)

Type d'expérience demandée : RP M&E ou Distribution

expérimenté chez ACF ou ONG similaire avec profil urgentiste/logistique/ M&E expérience en distribution en contexte sécuritaire complexe-

expérience terrain obligatoire dans un contexte sécuritaire complexe

bonne maîtrise des techniques d'évaluation des besoins humanitaires (coordination de collecte de données qualitatives et quantitatives)

Fonctions

Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités A u t r e

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Durée du contrat 10 mois

Salaire / Indemnité voir site ACF

Documents à envoyer

CV (max 4 pages) et lettre de motivation

Postuler en ligne
<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2584/Chef-de-projet-RRM-mcanisme-de-rponse-rapide-Generaliste/>

Date de fin de validité
3 1 / 0 3 / 2 0 1 7

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAQ/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjuman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Brenard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

18/03/2017 AU 25/03/2017 Groupe ii

Aéroport	25	31	42	22																
Amaro			25	34	33	28	Denisa	71	82	76	60									
Ar-rahma	25	35	09	86			Faso	25	38	19	29	Karpala	25	37	14	14				
Augustine	25	37	61	00			Flayiri	25	40	73	44	Koulouba	25	31	19	18				
rwende	25	40	85	90			Hamdalaye	25	34	36	94	Famille	25	43	06	85				
Boulmiougou	25	43	12	68			Heera	25	31	66	10	Marlass	78	55	00	52				
Cité				An			Jabnéel	25	44	78	70	Martin	25	50	84	59				
III	25	33	19	66			Jourdain	25	36	06	86	Meteba	25	33	53	33				
Dapoya	25	31	32	01																
Delwindé	25	36	72	80																

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ④ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ④ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ④ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ④ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ④ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ④ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Guédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +226 72080303 / +22661080303 / +226 72070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*